

PRÉFACE

Il me semble que cet ouvrage est né d'un constat, d'une contrainte et d'une conviction. Constat que l'histoire économique est injustement abandonnée. Le post-marxisme ne lui fait guère de place et c'est dommage, car cette mise à l'écart de thèmes de recherche liés à l'histoire économique aboutit à un appauvrissement du champ d'études des médiévistes. Même si elle a péché par des études imprudentes, agrégeant des données disparates, donnant à voir des courbes à la manière d'analyses fondées sur des données contemporaines, l'histoire économique mérite mieux que le sort qui lui est fait actuellement. Pour justifier cet abandon, les médiévistes invoquent les données fragmentaires, qui ne permettraient pas la moindre quantification. C'est un souci louable, mais peut-être un peu paresseux. L'un des apports de la collaboration pluridisciplinaire qui est l'une des bases de notre démarche et de ce volume a été de nous réconcilier avec nos sources, rassurés par l'économiste et l'anthropologue qui travaillaient avec nous; elles nous ont montré les faiblesses des leurs, pourtant contemporaines, et les moyens de surmonter, par une analyse appropriée, les fragilités des nôtres. Ces fragilités demandent de la prudence mais n'imposent pas l'inhibition.

De ce désamour des historiens pour les questions économiques vient la contrainte. Il est peu de médiévistes français, jeunes ou vieux, pour participer à un programme d'histoire économique et sociale, même si l'approche sociale y est fortement affirmée¹. L'économie, qui a envahi nos journaux et nos vies, fait office de repoussoir. Il fallait donc pour donner vie aux programmes de cet axe du LAMOP² rassembler des collègues intéressés par les mêmes problématiques dans les pays voisins.

Mais était-ce vraiment une contrainte ou déjà une conviction que la recherche historique n'a de sens que si elle se fait de manière

¹ À dire vrai, il n'est plus d'histoire que sociale; tous les domaines où s'activent les historiens appartiennent au champ de l'histoire sociale et il n'est plus d'histoire qui ne passe par le prisme d'une études des représentations. Mais ce que nous souhaitons était une approche économique de l'histoire sociale.

² Laboratoire de médiévisstique occidentale de Paris

comparatiste? Depuis le temps – le début des années 90 – du programme «Genèse médiévale de l'anthroponymie moderne», nous étions plusieurs à avoir l'expérience des richesses et des bonheurs d'une recherche internationale, tout en sachant bien que les travaux polyglottes sont difficiles en premier lieu pour des raisons purement techniques. Ces difficultés techniques sont assez faciles à vaincre dès lors que certains des collaborateurs sont doués de talents linguistiques remarquables et que chacun y met de la bonne volonté. Si chacun s'exprime dans sa langue, mais comprend celle des autres, on est sans doute dans la configuration la plus riche et la plus efficace. Les premières réunions ont été ralenties par de nécessaires traductions des moments les plus ardues. Cette situation n'a pas duré longtemps.

Mais bien plus grave et plus sournoise que la difficulté de se comprendre en plusieurs langues, un travail international rencontre celle des traditions historiographiques nationales qui modèlent les approches plus qu'on ne pourrait le penser. Nous sommes tous entraînés à lire les travaux qui paraissent dans diverses langues; les Français notamment ont perdu de leur superbe et ont intégré la vitalité des recherches par delà la Manche ou au-delà des Pyrénées. Pourtant nous avons rapidement réalisé, au cours de nos travaux, que l'impression que nous avions auparavant de nous mouvoir avec une apparente facilité dans une bibliographie internationale était en partie illusoire. Les spécificités linguistiques des mots techniques n'étaient pas le pire écueil : nous les avons rencontrées, par exemple lors de l'étude, parallèle à celle-ci, du prélèvement seigneurial et bien souvent nous ne nous sommes autorisés que lentement à traduire les mots du prélèvement, tant il nous semblait que la traduction gommait abusivement les différences régionales et la variété des situations. Mais paradoxalement le plus insidieux n'est pas dans ces spécificités qu'on ne peut manquer de percevoir, il est dans l'usage de mots identiques dont le contexte historiographique est différent d'un pays à l'autre. S'il ne paraît pas y avoir, pour les médiévistes anglais, un obstacle à utiliser le mot de marché, il n'en va pas de même pour d'autres.

Au-delà de ces difficultés qui ne sont pas négligeables, à la frontière du purement linguistique et du conceptuel, nous avons mesuré, non pas les ornières mais du moins la pesanteur de nos formations. Certaines «divergences» d'approche sont bien liées à la formation initiale : Chayanov faisait partie du répertoire fondamental de certains d'entre nous seulement, notamment anglo-saxons³, et de son

³ Chayanov était en revanche une référence bien plus active parmi les historiens modernistes. Il se peut que l'accent mis chez les médiévistes sur l'anthropo-

équivalent pour les économistes, un certain Malinovsky, nous devions constater que nous n'en avons pas même entendu parler. Finalement Chayanov est devenu irrévérencieusement la mascotte de la première réunion concernant le marché de la terre.

À dire vrai, les différences ne tiennent pas tant à la nationalité d'origine du médiéviste qu'au pays qu'il étudie. L'observation des transactions foncières dans les pays méridionaux demeure dominée par le rôle de l'investissement urbain; en Grande-Bretagne par l'accumulation pré-capitaliste et les Français restent fortement marqués par le poids de la démographie. Au terme de plus de quatre années de conversations et d'échanges, en réunions diverses, nos approches individuelles me paraissent moins dépendantes de réflexes «nationaux». Cette confrontation amicale nous a fait, non pas seulement connaître théoriquement la diversité des approches, mais la pratiquer et a créé peu à peu une distance critique chez chacun d'entre nous à l'égard de ses habitudes de pensée.

Outre la puissance du travail collectif international, nous avons (et nous avons) la conviction que chacune des sciences humaines a ses forces et ses lacunes, que les faire converger ne les dénature pas, mais que l'objet étudié sous différents angles y gagne la force d'un tableau cubiste. Cette conviction n'a rien d'original et de nombreux champs de l'histoire médiévale ont tenté et réussi cette jonction. L'histoire économique a suivi ces chemins moins que d'autres, sans qu'on puisse savoir si c'est là la cause ou la conséquence de sa langue. Il est vrai aussi qu'économistes et sociologues se sont plus confrontés les uns aux autres, non sans difficultés, que les historiens ne se sont invités ou n'ont été invités à ce débat⁴. D'où notre souhait de faire de cette collaboration interdisciplinaire la base de notre programme. Nous avons incontestablement besoin de l'aide amicale d'une anthropologue pour oser prendre nos distances avec Polanyi. Nous avons aussi appris, notamment en écoutant Jean-Pierre Florens, à nous demander si nos «modèles» étaient «robustes». En tous cas la part que Florence Weber et Agnès Gramain ont prise à nos travaux a été fondamentale et nous leur sommes reconnaissants

logie structurale ait limité l'impact d'autres formes de réflexion sociologique. Il est révélateur que les recherches anglo-saxonnes d'anthropologie économique n'ait pas eu beaucoup d'écho parmi les médiévistes français.

⁴ Certes Jean Yves Grenier est l'un des éditeurs de l'ouvrage d'un intérêt majeur à ce propos, *Le modèle et le récit* (J.-Y. Grenier, C. Grignon et P.-M. Menger (éd.), Paris, 2001) et le chapitre que Maurice Aymard a consacré à la «formalisation à l'épreuve de l'anachronisme : les historiens et le marché» est un jalon important de cette confrontation entre les sciences humaines plus ou moins «dures». Mais si d'autres historiens ont participé au séminaire dont est issu ce livre, la contribution de Maurice Aymard est la seule émanant d'un historien, à laquelle on peut ajouter celle de Jean Claude Gardin.

d'avoir accepté de consacrer temps et énergie à travailler pour la gloire de la science, mais sans doute pas pour l'avancée de leur carrière dans leur discipline. Cette collaboration aurait-elle été aussi productive avec d'autres? Il fallait sans doute leur capacité d'écoute et d'adaptation; la montée en puissance de l'analyse à plusieurs voix, et de l'image synthétique qui en résultait a montré que la collaboration ne va pas de soi; qu'elle se construit patiemment. Elles ont à coup sûr largement orienté nos discussions et «Karol» est notre fierté, une sorte de scénario idéal. Il est surprenant et merveilleux que des dossiers élaborés à partir de documents du IX^e siècle, réunis dans un cartulaire abruzzais, aient contenu une information assez riche pour que l'approche anthropologique et économique appuyée sur la critique historique ait permis de reconstituer les stratégies sociales et économiques d'une famille de moyenne importance et de dégager des modèles de transactions foncières. On l'eût éventuellement attendu de données postérieures. Découvrir l'existence de transactions socialement «neutres» (ou consciemment neutralisées) dans le champ social des échanges fonciers était un résultat pour le moins improbable. Sans doute est-ce l'une des raisons qui nous pousse à faire à Karol une place à part dans notre ouvrage.

Nous avons procédé peu à peu. D'abord un état des lieux en 1998. Cette réunion, entrecoupée de quelques ballades à vélo sur les routes plates de Noirmoutier, a construit le programme aujourd'hui en partie réalisé, en partie en cours. Nos choix ont-ils été judicieux? Je ne les regrette pas. Nous avons retenu quatre thèmes qui se recoupent partiellement, «ringards» et provocateurs tout à la fois et avons établi ce qu'on appellerait aujourd'hui «la feuille de route». Le marché de la terre, l'anthropologie du prélèvement seigneurial, la servitude, et la conjoncture de 1300. Ce premier pas fut l'œuvre du noyau fondateur de ce groupe de travail, bâti autour de vieilles complicités et de profondes proximités intellectuelles. Tous médiévistes, tous plus ou moins activement impliqués dans les divers programmes menés en parallèle. Le risque était d'une sorte de consanguinité ou d'usure. D'où l'invitation d'«extérieurs». Certains sont à leur tour devenus des habitués.

Le marché de la terre nous parut un terrain particulièrement «miné», dans lequel les courants historiographiques pesaient lourd; inégalement lourd d'ailleurs puisque la production en langue anglaise nous semblait d'emblée considérable et encore active, ce que confirma le rapport de Chris Dyer. Il était clair aussi que ces différences d'approche tenaient pour une part à des sources de nature différentes, abondantes et manoriales pour l'Angleterre, seigneuriales et sans doute plus tardives pour le monde germanique, tout aussi abondantes, mais à dominante notariale pour les pays méridionaux. Il fallait observer en parallèle études et sources et s'interro-

ger sur l'incidence de unes sur les autres. La fondation des Treilles nous a accueillis pour ce premier atelier du « marché de la terre » et nous en gardons un souvenir où se mêlent de manière indélébile la beauté du cadre et le progrès que nous avons l'impression de faire ensemble.

En attendant que cette réflexion préalable porte ses fruits, nous avons mis en ligne sur le site du LAMOP les essais historiographiques. Est venu alors le second temps de la recherche pour traduire dans des études de cas les réflexions auxquelles nous avait conduits les études historiographiques. Nous les avons écoutées et discutées, à l'orée d'une forêt de la région parisienne, entrecoupées de quelques époumonnantes parties de ping-pong. Elles constituent le troisième volet de cet ouvrage.

Voici réunis aujourd'hui, les analyses historiographiques réactualisées sur le papier pour certaines d'entre elles, et réintégrées dans le processus de notre recherche, les études de cas et le prototype, Karol.

Pourquoi le « marché de la terre » ? D'autres que moi y répondront plus loin et de manière plus approfondie, Laurent Feller et Chris Wickham notamment dans les introduction et conclusion qui encadrent l'ouvrage ; et l'ouvrage tout entier est la réponse la plus complète. L'expression est de coutume chez les historiens de langue anglaise ; c'était tout d'abord une manière simple de leur rendre ce qui leur était dû dans ce domaine. Ensuite un peu par bravade contre un courant dominant, sinon monopolistique, dont nous enfreignons assez vivement les règles, selon le quel le terme de marché est du plus horrible anachronisme. Bien sûr nous avons lu Giovanni Levi⁵ et nous sommes tout à fait conscients du poids des relations sociales dans toutes les formes de transactions foncières. Nous étions conscients aussi qu'il est des régions et des époques médievales où les transactions foncières ne sont pas seulement immergées dans le tissu des relations sociales, les rapports de pouvoir et les hiérarchies, mais où l'évaluation de la terre ne se conçoit pas comme un mécanisme propre, retouché, ajusté par le lien social⁶. Notre propos était de voir si ce modèle était le seul qui ait cours au Moyen Âge ou si l'on pouvait proposer une analyse des transactions telle qu'apparaisse d'une part un mécanisme d'évaluation objectif et parfois un type d'échange mettant provisoirement entre parenthèses la relation interindividuelle des parties.

⁵ *Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, 1989 (édition italienne, Turin, 1985).

⁶ Cette situation a été remarquablement étudiée, depuis lors, dans un ouvrage collectif, Reyna Pastor (dir.), *Transacciones sin mercado : instituciones, propiedad y redes sociales en la Galicia monástica. 1200-1300*, Madrid, 1999.

Pour analyser ces mécanismes de formation des prix, nous avons appris à adopter, emmenés par Florence Weber, l'analyse des transactions de Viviana Zelizer, distinguant la forme de la transaction, la nature de la relation entre les parties et la nature de la contrepartie. Nous avons remis en cause la traduction de *pretium* par prix : contrepartie est bien moins anachronique ! Et à partir du moment où les sources montrent une gamme, qu'on aurait envie de dire continue et où pourtant se perçoivent des seuils, de transactions du don à la vente (au sens actuel du mot), il convenait de douter du sens de tous les mots qui désignent une transaction.

Nous avons vu peu à peu se dessiner des « marchés ». Les biens achetés pouvaient être des parcelles ou des exploitations, des tenures ou des alleux. Ce n'était pas sans importance mais n'était pas l'essentiel de notre préoccupation, d'autant qu'en parallèle nous nous intéressions au prélèvement seigneurial. Mais la nature et la valeur de la contrepartie de la transaction étaient une voie cruciale de l'analyse. Le rapport, stable ou non, entre la surface et la qualité du bien foncier, était évidemment, le premier caractère à établir dans un ensemble de transactions, en un lieu donné, en un moment donné. Chayanov était toujours présent : les transactions s'adaptaient-elles au seul rythme biologique des familles, aux histoires individuelles ou aux fluctuations des récoltes et des évolutions économiques régionales à court ou moyen terme ? Bien entendu aussi la géométrie sociale du marché nous est apparue comme fondamentale. Qui étaient les « acheteurs » et qui les « vendeurs » ? Quel rapport arithmétique entre les deux groupes ? Quels recoupements entre eux ? Les biens fonciers circulent-ils dans des milieux sociaux homogènes ou non ? Attention à ne pas généraliser à l'ensemble de la société les pratiques du groupe aristocratique. Les règles de l'échange ne sont pas les mêmes si la transaction s'effectue au sein de l'aristocratie, au sein de la paysannerie ou dans un rapport social très distant. Le marché de la terre est évidemment un puzzle de marchés.

Bien sûr, la « caritas » comme modèle de relation sociale collective universelle. Mais ne soyons pas angélistes, le désir du lucre comme moyen de pouvoir et sans doute d'accès à un bien-vivre fait partie du marché de la terre. La terre n'est pas un bien comme les autres évidemment puisque, outre sa valeur idéologique bien particulière, d'elle découle pour une part l'accès aux autres biens.

D'où l'intérêt – étape prochaine de notre enquête – de comparer les transactions foncières aux formes de circulation économique et sociale des autres biens. Avec l'espoir de retrouver ce qui fut l'une des caractéristiques de l'élaboration de cet ouvrage, la circulation des idées entre nous dans une solidarité sans envie de lucre !